

**1<sup>er</sup> mai 2008 - Cernier**

## **Le progrès social, maintenant !**

Chers Camarades !

Je vous remercie de m'avoir invitée à fêter le 1<sup>er</sup> mai avec vous cette année. C'est toujours un plaisir de vous retrouver. Je vous remercie aussi d'avoir déplacé le 1<sup>er</sup> mai au 30 avril ! Je n'ai jamais eu autant d'amis autour de moi pour fêter mon anniversaire !

Je profite de cette occasion qui m'est donnée pour féliciter toutes celles et tous ceux qui viennent d'être élus dans les conseils généraux et les conseils communaux. Bravo à vous toutes et tous. Et merci de votre engagement. Nous avons infiniment besoin de vous, car vous êtes les représentants de cette visions sociale qui nous est chère et qui sans vous resterait abstraite. Et je sais que cet engagement ne va pas de soi. Preuve en est que nous n'avons pas pu présenter de liste dans toutes les communes. Il en faut de la conviction et de l'abnégation pour passer toutes ses soirées au service de la communauté, pour remplir ses tâches de conseiller ou conseillère communale, pour étudier des dossiers pendant que les autres vont au cinéma ou à la piscine...

Vous le faites, nous le faisons toutes et tous, aujourd'hui, demain en ce jour de veille de la fête du travail, des travailleuses et des travailleurs, nous le faisons parce que nous avons des convictions solides. Nous savons que nous construisons l'avenir. Nous voulons une société plus juste, plus équitable, plus sociale et plus solidaire. Ce ne sont pas que des slogans que l'on sort chaque année au moment des élections. Ce sont des convictions profondes. Nous savons que seule une société qui sait partager les richesses entre tous ses membres est juste, que seule une société qui ne laisse personne au bord de la route peut se développer harmonieusement, que seule une société qui respecte les bases mêmes de la vie est durable.

Nous avons encore beaucoup à faire.

Aujourd'hui notre société se désolidarise peu à peu. Quelle différence entre toutes ces personnes qui vivent du minimum vital de l'AVS, de l'AI et des services sociaux, mais aussi toutes ces familles qui sont à la limite de la pauvreté suite à un divorce ou à un épisode de chômage et les salaires des super-managers ! Il n'y a plus de relation entre le travail fourni et le salaire. C'est ce qui est le plus choquant. A un certain niveau, ce ne sont plus des salaires qui récompensent la qualité ou la quantité de travail, mais de pures rentes de situations, des avantages qu'une élite économique se partage. Les erreurs de gestion de l'UBS montrent bien qu'une rétribution hors de toutes proportions ne garantit pas le savoir-faire...

Et pendant qu'ils s'octroient de tels revenus, les mêmes veulent diminuer les prestations des assurances sociales, estimant que le social est trop lourd à porter pour l'économie, mais les salaires indécents et les parachutes dorés ne sont-ils pas lourds à porter pour l'économie, en particulier quand ils récompensent des dirigeants incompetents?... On nomme des inspecteurs pour débusquer ceux qui abusent des assurances sociales. Combien en a-t-on nommé pour rechercher ceux qui fraudent les impôts et n'apportent pas leur part à la collectivité ?

Nous voulons le progrès social, maintenant et pour toute la société. Nous aurons l'occasion de le montrer lors de plusieurs votations importantes qui auront lieu cette année et au début de l'année prochaine.

Je pense à l'initiative des syndicats sur la retraite flexible, qui sera probablement votée l'automne prochain. La retraite flexible dès 62 ans doit être accessible à tout le monde, même, et je dirais même, en particulier, aux bas revenus. L'AVS dispose de bonnes réserves. Les prévisions démographiques qui avaient été agitées pour nous apeurer ne se confirment pas. Il y a suffisamment d'argent pour introduire une retraite flexible accessible à tous et à toutes.

Nous aurons également une votation sur le financement de l'assurance invalidité. Ce sera une votation très difficile, car il s'agit d'une augmentation de la TVA, or vous savez comme moi que la TVA ne soulève pas un grand enthousiasme, ni à droite, ni à gauche. Pourtant, nous avons absolument besoin de ce financement pour sortir l'AI des chiffres rouges et faire ainsi diminuer la pression sur les personnes handicapées. L'UDC demande déjà une sixième révision de l'AI et propose encore de nouvelles mesures d'économies et donc des diminutions de prestations. Or la 5<sup>ème</sup> révision, que nous avons eu le bon goût de refuser dans notre canton, a déjà fait des coupes sombres dans les prestations de l'invalidité.

Et bien sûr, le 1<sup>er</sup> juin, nous voterons sur le contre-projet du Parlement à l'initiative UDC sur l'assurance maladie. Cette votation est très importante. Malheureusement, les premiers sondages sont mauvais et prédisent que cet article constitutionnel pourrait être accepté par le peuple. Je vous prie instamment de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher ce démantèlement de l'assurance maladie.

Cet article constitutionnel est combattu par tous les partis, sauf l'UDC, par les médecins, les pharmaciens, les associations d'aînés, de personnes handicapées, de patients, etc, etc. et pourtant le peuple semble ne pas en avoir encore compris les enjeux.

Avec ce nouvel article constitutionnel, le Parlement pourrait restreindre considérablement le catalogue des prestations remboursées par l'assurance de base (il pourrait par exemple en sortir tous les soins de longue durée), mettre en place un système de santé à deux vitesses : des soins de base pour les gens normaux, des soins de pointe pour ceux et celles qui peuvent s'offrir des assurances complémentaires. Et par-dessus le marché, cet article donne tous pouvoirs aux assureurs en instituant la liberté de contracter (les assureurs pourraient choisir les médecins dont ils veulent rembourser les prestations) et le financement moniste (les cantons devraient subventionner les assureurs, qui auraient tout pouvoir de décision en matière de financement de la santé).

Pas de doute : le 1<sup>er</sup> juin, pour nous, c'est trois fois NON !

NON au démantèlement de l'assurance maladie  
NON aux naturalisations par le peuple  
NON à l'initiative muselière.

Ce sont trois propositions particulièrement destructrice de l'UDC. L'UDC a beau prétendre qu'elle est un parti d'opposition, c'est bel et bien un parti bourgeois, conservateur, bien suivi et bien soutenu au Parlement par les radicaux, et mon collègue en tête, qui ne manquent pas une occasion de lui tendre le bâton pour se faire frapper. Ils l'ont fait en lui évitant un échec juste avant les élections en proposant un contre-projet à l'initiative sur l'assurance maladie. Ils l'ont fait encore lundi passé en appuyant l'UDC dans sa volonté de séparer les deux arrêtés sur la libre circulation des personnes et en offrant ainsi un boulevard à l'UDC pour lancer un référendum contre la libre circulation avec la Roumanie et la Bulgarie. Heureusement, le PDC est plus fin et n'a pas accepté de courber l'échine, ni le 12 décembre, ni lundi passé, ce qui nous a permis de lier les deux objets et de rendre le référendum plus difficile.

Que deviendrait l'UDC si elle n'avait pas les radicaux...

Jamais je n'aurais pensé que l'éviction de Blocher aurait des conséquences aussi... conséquentes ! Nous observons depuis quatre mois, une UDC totalement désorganisée, sans but et sans chef, qui patauge, qui pédale dans la semoule, qui se contredit, qui s'entredéchire, mais qui a malheureusement encore un certain pouvoir de nuisance....

Elle est encore très soutenue par quelques journalistes de la TSR, mais elle n'a plus l'admiration du peuple, et c'est ça le principal. Il y a déjà eu un léger recul dans notre canton lors des dernières élections. Espérons que cela se confirme ! Les votations de juin auront valeur de test. C'est pourquoi je compte sur vous toutes et tous.

Mais avant cela, je vous souhaite un bon appétit, une super fondue, santé et succès à toutes et à tous.

Merci de votre attention.